

Le Comité Justice et Paix en Palestine et au
Proche-Orient du 5^e arrondissement (CJPP 5)

vous invite à une conférence-débat avec

Alain GRESH

Directeur adjoint du *Monde diplomatique*

Palestine, Proche-Orient

Le choc du "printemps arabe".

Les indignés israéliens.

La Palestine, 194^e Etat de l'ONU?

Jeudi 13 octobre à 19h30

Maison Fraternelle

37, rue Tournefort, Paris 5^{ème}

Métro : Monge ou Censier-Daubenton

Librairie Palestine Proche-Orient

Entrée libre ; Participation aux frais souhaitée

Contactez-nous : cjpp5@hotmail.fr

Ecrivez-nous CJPP5 Maison des associations 4 rue des Arènes 75005

Consultez notre blog (spécialisé dans les informations de presse en provenance des pays du
Moyen-Orient): <http://cjpp5.over-blog.com>

Plus que jamais

Plus que jamais le sort de la Palestine est au cœur de l'actualité **régionale et internationale**. Les Palestiniens réclament ce à quoi tout peuple a droit : créer son Etat, gérer soi-même ses propres affaires en se donnant le gouvernement de son choix.

C'est ce que les dirigeants d'Israël lui dénie, sous le prétexte de négociations, et alors qu'eux-mêmes **torpillent** de façon constante toute avancée négociée. En accélérant la colonisation, comme ils le font actuellement, et donc l'accaparement des territoires palestiniens qu'ils occupent au mépris de toutes les décisions de l'ONU, ils dénie en fait aux Palestiniens le droit d'avoir un Etat indépendant et souverain, droit dont l'ONU avait reconnu le principe dès 1947. Les déclarations d'intention, jamais suivies dans les faits, ne valent rien.

Les Etats-Unis et, dans une trop large mesure l'Europe, dont la France, demandent aux Palestiniens de négocier « sans préalable » c'est-à-dire en renonçant par avance à empêcher le grignotage de leurs terres par la colonisation. Cela ne s'appelle pas une négociation mais un diktat.

On ne peut que constater le non-respect par les Etats-Unis, par l'Europe et même par la France, des promesses faites aux Palestiniens de leur laisser mettre en œuvre dans les faits leur souveraineté sur les terres qui doivent leur revenir, de l'avis de tous les pays (y compris Israël, signataire des accords d'Oslo). L'Autorité palestinienne, gouvernement provisoire palestinien, a décidé de poser devant l'opinion mondiale, donc à la tribune des Nations-Unies, la question du droit de la Palestine à exister comme Etat indépendant, reconnu par la communauté des nations. Une grande majorité des pays est favorable à cette demande. Les manœuvres américaines au Conseil de sécurité, relayées plus ou moins clairement par ceux des pays occidentaux et leurs obligés qui y siègent, n'en sont que plus honteuses. Que d'efforts pour faire obstacle à ce qu'un peuple affirme ses droits !

Sont en particulier concernés les peuples de la région qui mesurent à quel point ce déni de justice est gros de menaces pour la paix régionale, voire mondiale. Le « printemps arabe » a donné une nouvelle résonance à ces aspirations et le gouvernement de l'Egypte, longtemps docile aux ordres des Etats-Unis, risque de ne plus l'être autant. Quant à la Turquie, récemment encore pilier de l'OTAN, elle manifeste envers la politique israélienne une irritation de moins en moins contenue.

De ces questions et de quelques autres venez débattre avec Alain Gresh, rédacteur en chef puis directeur adjoint du *Monde diplomatique*, largement reconnu en France comme à l'étranger comme l'un des meilleurs spécialistes français du Proche et du Moyen-Orient. Inlassablement engagé pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens, il a publié de nombreux articles, notamment dans son blog "Nouvelles d'Orient". Il est également l'auteur ou co-auteur de nombreux ouvrages : *Israël, Palestine : Vérités sur un conflit*, Fayard, 2010, *De Quoi la Palestine est-elle le nom?* Les Liens qui libèrent, 2010, et, (avec Dominique Vidal) *Les 100 clés du Proche-Orient*, Hachette, 2006.

